



---

**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE  
DEPARTEMENT MAITRISE D'OUVRAGE**

**TRAVAUX D'INSTALLATION  
D'ESPACES DE RESTAURATION COLLECTIVE  
AU 15 QUAI ANATOLE FRANCE PARIS 75007**

**MISSION D'INGÉNIERIE  
BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES SPÉCIALISÉES  
MARCHÉ 26F009-01**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Procédure	5
1.4. Forme	5
1.5. Durée	6
1.5.1. Durée du marché	6
1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande	6
1.6. Montants	6
1.7. Lieu d'exécution	6
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES</b>	<b>6</b>
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales	6
2.3. Pièces fournies par le titulaire	7
<b>ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE</b>	<b>7</b>
3.1. Représentation des parties	7
3.1.1. Représentant de l'acheteur et la maîtrise d'ouvrage	7
3.1.2. Représentant de la maîtrise d'œuvre	7
3.1.3. Contrôleur technique	7
3.1.4. Coordonnateur pour les systèmes de sécurité incendie (S.S.I.)	7
3.1.5. Représentant du titulaire	8
3.1.6. Récusation	8
3.1.7. Formes des notifications entre les parties	8
3.2. Obligations du titulaire	9
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	9
3.2.2. Conformité aux normes	9
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	9
<b>ARTICLE 4 - PRIX</b>	<b>10</b>
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	10
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	11
4.3. Variation dans les prix	11
4.3.1. Variation du prix forfaitaire	11
4.4. Prestations similaires	12
<b>ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>13</b>
6.1. Modalités de facturation	13
6.2. Mode de règlement	13
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	14

6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	14
6.5. Présentation des demandes de paiement	14
6.6. Avance	14
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>15</b>
7.1. Désignation de sous-traitants	15
7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	16
<b>ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>16</b>
8.1. Responsabilité	16
8.2. Assurances	17
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>18</b>
9.1. Émission des bons de commande	18
9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande	18
9.1.2. Contenu des bons de commande	18
9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	18
9.2. Émission des devis	19
9.3. Accès aux locaux	19
9.4. Modalité d'intervention- Remise des documents	20
9.5. Observations du titulaire sur un ordre de service	20
9.6. Arrêt de l'exécution des prestations	20
9.7. Impartialité	20
9.8. Autorité à l'égard des entreprises intervenantes	20
9.9. Utilisation des résultats et propriété intellectuelle	21
<b>ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>21</b>
10.1. Opérations de vérifications	21
10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	21
<b>ARTICLE 11 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>22</b>
11.1. Délais d'exécution	22
11.1.1. Décompte des délais	22
11.1.2. Délais d'exécution des prestations	22
11.2. Pénalités	22
<b>ARTICLE 12 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>23</b>
13.1. Obligation de confidentialité	24
13.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	24
13.3. Protection des données à caractère personnel	25
13.4. Transferts et sécurité des données	25

<b>ARTICLE 14 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE</b>	<b>26</b>
<b>14.1. Résiliation</b>	<b>26</b>
<b>14.2. Litiges</b>	<b>26</b>
<b>14.3. Langue</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>28</b>

# **ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

## **1.1. Objet**

Le présent marché a pour objet la réalisation de missions d'études d'ingénierie confiées à un bureau d'études techniques (BET) spécialisées regroupant les compétences d'ingénierie grande cuisine, synthèse, structure, agencement-mobilier et acoustique, dans le cadre du projet d'installation d'espaces de restauration collective situé au 15 quai Anatole France à Paris (75007).

Les missions confiées au titulaire s'inscrivent en appui de la maîtrise d'œuvre assurée par la Direction des affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire s'engage à maintenir le niveau d'expérience et de compétence du personnel affecté à la mission. Les missions confiées au titulaire s'inscrivent dans un rôle d'assistance technique spécialisée en appui de la maîtrise d'œuvre assurée par la Direction des affaires immobilières et du patrimoine.

Elles ne constituent pas une mission de maîtrise d'œuvre, même partielle, au sens des dispositions applicables en matière de construction. Le titulaire n'exerce aucune mission de direction de l'exécution des travaux ni de coordination générale des intervenants.

Les prestations attendues comprennent la production des études et documents techniques nécessaires à la conception du projet et, le cas échéant, à l'accompagnement de la réalisation des travaux, conformément aux prescriptions du présent marché et aux besoins de l'opération.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières).

## **1.2. Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti.

## **1.3. Procédure**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## **1.4. Forme**

Le marché prend la forme d'un marché composite comprenant une partie :

- à prix forfaitaire correspondant aux prestations détaillées dans la décomposition du prix forfaitaire (DPF) ;
- à bons de commande, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur et rémunéré sur la base des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

La part correspondant à l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 40 000 € TTC pour toute la durée du marché.

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur en fonction des besoins, dans la limite du montant maximum du marché.

## **1.5. Durée**

### ***1.5.1. Durée du marché***

Le présent marché débute à compter de sa date de notification et prendra fin, après réception des travaux, à l'expiration de la garantie de bon fonctionnement. À titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que les délais d'exécution sont détaillés au CCTP.

### ***1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande***

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité du marché. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

## **1.6. Montants**

Le montant de la part forfaitaire est indiqué à l'acte d'engagement.

La part exécutée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 40 000 € TTC pour la durée totale du marché.

## **1.7. Lieu d'exécution**

Le marché est exécuté dans les locaux de l'Assemblée nationale, à Paris 7<sup>e</sup> arrondissement, au 15 quai Anatole France et au 233 boulevard d Saint-Germain.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1. Pièces particulières**

- L'AE (acte d'engagement) et son annexe dûment complétée ;
- Le présent CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières), ainsi que son annexe ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) ainsi que ses annexes ;
- Les pièces financières (décomposition du prix forfaitaire et le bordereau des prix unitaires) ;
- Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur du service des Affaires immobilières et du patrimoine.

### **2.2. Pièces générales**

- le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine (CCG-AN) - version novembre 2022 ;

- la charte graphique de l'Assemblée nationale ;
- la charte de modélisation BIM ;
- le CCAG-PI (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa dernière version connue à la date de publication du présent marché.

Ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire.

## **2.3. Pièces fournies par le titulaire**

- Le mémoire technique présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique (CRT).

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées.

# **ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE**

---

## **3.1. Représentation des parties**

### ***3.1.1. Représentant de l'acheteur et la maîtrise d'ouvrage***

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

### ***3.1.2. Représentant de la maîtrise d'œuvre***

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction des affaires immobilières et du patrimoine (DAIP) de l'Assemblée nationale

Les équipes de la DAIP assurent la maîtrise d'œuvre du projet et prennent en charge la coordination d'ensemble, les études pour les lots architecturaux et les études des lots techniques (électricité, plomberie, ventilation, etc.).

### ***3.1.3. Contrôleur technique***

Les travaux se rapportant au présent marché font l'objet d'une mission de contrôle technique dans les conditions prévues par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

### ***3.1.4. Coordonnateur pour les systèmes de sécurité incendie (S.S.I.)***

Pour la coordination des systèmes de sécurité incendie, le maître d'ouvrage sera assisté par un coordonnateur SSI, en cours de désignation.

La liste nominative et les coordonnées des personnels de l'Assemblée nationale, correspondants du titulaire, sont communiquées après notification du présent marché.

### **3.1.5. Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC.)**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination pourrait être assurée en interne par la DAIP, via un conducteur de travaux dédié.

### **3.1.6 Représentant du titulaire**

Dès la notification, le titulaire désigne au sein de son équipe un interlocuteur unique de l'Assemblée nationale pour le représenter en permanence dans le suivi et l'exécution du marché, sans préjudice des fonctions opérationnelles assurées sur le site de l'Assemblée nationale par les différents intervenants et par l'équipe d'encadrement.

Les coordonnées de cet interlocuteur devront être communiquées aux représentants de l'Assemblée nationale dans les dix jours qui suivent la notification du marché. Cette personne a seule qualité pour signer les rapports ou avis donnés en application du présent marché. Le titulaire devra participer à toutes les réunions auxquelles le maître d'ouvrage sollicitera sa présence.

#### Modalités de remplacement

Si la personne physique désignée pour assurer la mission de représentation du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, celui-ci doit en aviser immédiatement le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine par envoi recommandé avec avis de réception postal et copie par courrier électronique à la représentante de la maîtrise d'ouvrage et la cheffe de projet. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de dix jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information que la personne nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche.

### **3.1.7 Récusation**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 10 jours calendaires.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

### **3.1.8 Formes des notifications entre les parties**

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-PI la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **3.2. Obligations du titulaire**

### **3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil**

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Pour réaliser les prestations et garantir leur bonne exécution, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe expérimentée pour l'ensemble des composantes de sa mission. Les personnels affectés à sa réalisation sont nommément mentionnés dans sa proposition technique (noms, qualité/grade, expérience professionnelle détaillée). La bonne exécution du marché dépend essentiellement de la qualité et de la permanence des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché.

### **3.2.2. Conformité aux normes**

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé**

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;

- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

## ARTICLE 4 - PRIX

---

### 4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est conclu sur la base :

- **d'un prix forfaitaire** selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis hors TVA.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la rémunération forfaitaire de la mission comprend toute sujétion et tout déplacements nécessaires à l'exercice de cette mission, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI. Elle tient compte notamment du temps passé par le titulaire sur le site et des frais de fonctionnement et de secrétariat nécessaires à l'exécution de cette mission.

Cette rémunération inclut également la réalisation de toutes les corrections demandées par l'Assemblée nationale sur les livrables, sans limitation de nombre.

Toutefois, en cas de sujétions imprévues présentant un caractère exceptionnel, non imputables au titulaire et entraînant une modification substantielle des prestations, les parties pourront convenir, le cas échéant, d'un ajustement des conditions financières par voie d'avenant.

- **de prix unitaires** selon le bordereau de prix unitaires Ils sont rémunérés par application aux quantités commandées et exécutées des prix unitaires HT fournis par le titulaire à l'appui de son offre via le bordereau des prix unitaires (BPU), majorés des taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les prix unitaires sont réputés conclus en « **coût complet** » : ils comprennent l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations définies au CCTP et dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

## 4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## 4.3. Variation dans les prix

### 4.3.1. Variation du prix forfaitaire

Les prix du marché sont révisables.

Les prix sont révisés sur chaque décompte mensuel à compter de la date de notification du marché. Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **la date limite de remise des offres** ; ce mois est appelé « mois zéro ». En cas de passation d'un avenant, les prix nouveaux établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques au mois d'établissement des prix (mois M0).

La révision sera effectuée selon les modalités suivantes :

$$P_n = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)]$$

Où :

- **P<sub>0</sub>** représente le prix initial du marché,
- **P<sub>n</sub>** représente le prix révisé,
- **I<sub>0</sub>** est la dernière valeur publiée au « mois zéro » de l'index ING (Ingénierie – base 2010 – Identifiant INSEE 001711010),
- **I<sub>n</sub>** est la dernière valeur publiée de ce même index ING au mois de réalisation des prestations facturées.

Cet index est publié dans le Bulletin Mensuel de Statistiques édité par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/3128533>) ainsi que dans le Moniteur des Travaux Publics.

*Arrondis* : lors de la mise en œuvre de la formule de variation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 4.3.2. Variation des prix unitaires

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement à compter de la date d'anniversaire de notification du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **la date limite de remise des offres** ; ce mois est appelé « mois zéro ». En cas de passation d'un avenant, les

prix nouveaux établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques au mois d'établissement des prix (mois M0).

La révision sera effectuée selon les modalités suivantes :

$$P_n = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)]$$

Où :

- **P<sub>0</sub>** représente le prix initial du marché,
- **P<sub>n</sub>** représente le prix révisé,
- **I<sub>0</sub>** est la dernière valeur publiée au « mois zéro » de l'index ING (Ingénierie – base 2010 – Identifiant INSEE 001711010),
- **I<sub>n</sub>** est la dernière valeur publiée de ce même index ING au mois d'anniversaire de la notification du marché Cet index est publié dans le Bulletin Mensuel de Statistiques édité par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/3128533>) ainsi que dans le Moniteur des Travaux Publics.

*Arrondis* : lors de la mise en œuvre de la formule de variation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement. En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration dudit délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

#### 4.4. Prestations similaires

L'acheteur peut recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

### ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de modifier le présent marché en cours d'exécution, dans la limite des besoins rendus nécessaires par l'évolution du périmètre d'intervention, du lieu d'exécution ou des conditions matérielles d'exercice des prestations.

Ces modifications pourront porter, sans que cette liste soit limitative, sur :

- l'ajout, la suppression ou l'adaptation de prestations rendues nécessaires par ces évolutions ;
- l'ajustement des modalités logistiques ou techniques induites par l'intégration d'un nouveau site.

L'Assemblée nationale informera le titulaire au moins trois mois à l'avance de son intention de modifier le marché. La mise en œuvre de tout ou partie de ces stipulations fera l'objet d'un avenant précisant les prestations concernées, les délais d'exécution et les ajustements tarifaires correspondants.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

## **ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

### **6.1. Modalités de facturation**

Les prestations exécutées sur la partie forfaitaire sont payées par des acomptes mensuels aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique et selon les modalités définies à l'article 11.2 du CCAG-PI.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence du marché (intitulé et numéro) ;
- la nature et la quantité prestations commandées ;
- la date et l'adresse du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- Le montant forfaitaire des prestations ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;

Pour les prestations à bons de commande, la facturation doit être établie après service fait.

### **6.2. Mode de règlement**

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

### **6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances**

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

### **6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

### **6.5. Présentation des demandes de paiement**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article 11.2« Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché peut être résilié.

### **6.6. Avance**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance. Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

## ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

---

### 7.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée impérativement des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4<sup>1</sup> (dans la dernière version en vigueur) dûment renseigné ou tout document équivalent ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
4. Attestation d'assurance ;
5. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance », ou une main levée bancaire ;
6. Le titulaire est tenu de justifier des capacités professionnelles du sous-traitant par la transmission d'un curriculum vitae détaillé, accompagné de références de prestations analogues.

**La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :**

**[daip.marches@assemblee-nationale.fr](mailto:daip.marches@assemblee-nationale.fr)**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire se verra appliquer, par sous-traitant non agréé, la pénalité prévue à l'article 11.2 « pénalités » du présent CCAP ; celui-ci se verra automatiquement interdire l'accès au site tant que sa situation n'aura pas été régularisée. Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve le droit, conformément à l'article 39 du CCAG-PI de prononcer la résiliation du présent marché en cas de non application des dispositions du présent article, dans les conditions prévues à l'article 14.1 du présent CCAP.

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnées.

Rappel : Les cessions de créances ou nantissement peuvent faire obstacle au paiement direct des sous-traitants. Il est de ce fait impératif de restituer l'exemplaire unique délivré en vue du nantissement ou de la cession de créances lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie de ses prestations. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP – Tel : 01.40.63.86.16. Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique contractante à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

## **ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

### **8.1. Responsabilité**

Le titulaire du marché, ses sous-traitants sont responsables chacun en ce qui le concerne, de toutes les conséquences pécuniaires directes et indirectes de la responsabilité civile qu'ils encourent en raison de leur activité dans la réalisation de leur part du présent marché.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

À ce titre, il répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par :

- les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil,
- les articles 1382 à 1386, 1788 à 1791 du code civil.

Le titulaire intervient, notamment en qualité de bureau d'études techniques spécialisées en structure et grande cuisine, en appui de la maîtrise d'œuvre interne.

Il est chargé des études de structure et de grande cuisine, des préconisations techniques, de la contribution aux pièces AVP, PRO/DCE et du visa technique des études d'exécution pour les ouvrages structurels et de grande cuisine ainsi que et du contrôle sur site en phase chantier.

Il assume la responsabilité technique des études, avis et visas qu'il émet dans son périmètre. Les visas délivrés constituent des visas de spécialité et ne transfèrent pas à la maîtrise d'œuvre interne la responsabilité des éléments relevant des domaines structure et grande cuisine. Le titulaire justifie d'assurances adaptées à sa mission, incluant, le cas échéant, une couverture décennale, notamment en cas d'intervention pour les interventions sur les ouvrages existants

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

La responsabilité du titulaire est strictement limitée aux prestations relevant de son périmètre d'intervention tel que défini au présent marché. Elle ne saurait être étendue à des missions ne relevant pas expressément de ce périmètre.

## 8.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient :

**\*une assurance couvrant la RESPONSABILITÉ DÉCENNALE** découlant de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, impliquant tous les intervenants liés directement par un contrat de louage d'ouvrage au maître d'ouvrage, leurs sous-traitants, les fabricants et fournisseurs d'éléments pouvant entraîner la responsabilité solidaire selon l'article 1792-4 du code civil.

S'agissant de travaux de bâtiments, la couverture de la responsabilité décennale doit être sous la forme de capitalisation et à hauteur du coût total de la construction soumis à responsabilité décennale.

L'attestation d'assurance émanant de la compagnie d'assurances (à l'exclusion de tout agent ou courtier) comportera également les éléments suivants :

- nature des garanties (obligatoires et facultatives)
- franchises
- primes HT et TTC

**\*une assurance concernant la responsabilité civile**, y compris la responsabilité professionnelle de chacune des parties, sous-traitants et fournisseurs :

- pendant la période d'exécution des travaux jusqu'à la date de réception en ce qui concerne les pertes ou dommages causés aux tiers et découlant de leurs obligations contractuelles telles que définies ci-dessus,

À concurrence de 3 000 000 € minimum par sinistre, tous dommages confondus, pour les prestations relatives à la structure et au couvert, et 1 500 000 € pour les autres corps d'état.

- pendant la période suivant la réception en cas de pertes ou dommages non soumis à la loi n° 78 12 du 4 janvier 1978, et faisant intervenir la responsabilité civile pendant ou après travaux,

À concurrence de 1 500 000 € minimum par sinistre et par année d'assurance, tous dommages confondus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger la souscription d'une assurance complémentaire.

## **ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **9.1. Émission des bons de commande**

#### ***9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande***

La partie accord-cadre du marché s'exécute aux moyens de bons de commande précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou son représentant. Les bons de commande sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU. . Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

#### ***9.1.2. Contenu des bons de commande***

Chaque bon de commande comporte les mentions suivantes :

- la référence du marché ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires H.T de chaque prestations ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAIP dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de réception du bon de commande.

#### ***9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande***

L'Assemblée nationale peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

En cas d'annulation ou de suspension d'un bon de commande, sans faute du titulaire, ce dernier peut adresser à l'Assemblée nationale une demande de dédommagement relative aux dépenses engagées par lui dans le cadre de cette commande. La demande est examinée puis modifiée, acceptée ou rejetée par l'Assemblée nationale au vu du mémoire transmis à son appui et accompagné des originaux des justifications afférentes.

La modification ou l'annulation est notifiée par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception.

## **9.2. Émission des devis**

L'acheteur transmet ses demandes de devis et leur délai d'exécution par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de trois (3) jour ouvré à compter de la date de transmission, sauf complexité particulière des prestations justifiant un délai différent, validé par l'Assemblée nationale.

La durée de validité du devis est de 2 mois à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence du marché ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence au BPU) ;
- le prix unitaire hors taxe des prestations ;
- le montant total hors taxes des prestations ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations, la date et/ou le délai d'exécution de la prestation ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitant doit être jointe au devis.

Si les termes du devis sont acceptés, l'Assemblée nationale notifie au titulaire son accord en lui notifiant un bon de commande selon les conditions décrites à l'article ci-dessus.

En cas de désaccord sur la définition des prestations, l'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'établir une nouvelle offre qui doit être remise dans un délai maximum d'un (1) jour ouvré, sauf accord contraire entre les parties tenant compte de la complexité de la demande. Si l'offre modifiée est acceptée par l'Assemblée nationale, le bon de commande est notifié au titulaire selon les modalités précitées.

## **9.3. Accès aux locaux**

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale et la Caisse des dépôts, qui leur délivre un titre d'accès personnel. Le badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale et la Caisse des dépôts.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai minimum d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

L'Assemblée nationale et la Caisse des dépôts peuvent retirer leur autorisation à tout moment sans énoncer ses motifs. Le titulaire s'engage à proposer d'autres personnes de niveau équivalent jusqu'à acceptation de celles-ci par l'Assemblée nationale et la Caisse des dépôts.

#### **9.4. Modalité d'intervention- Remise des documents**

Les modalités d'intervention des prestations sont décrites dans le CCTP.

Les documents (compte rendu, rapport d'intervention, fiche technique, etc.) à fournir avant et après exécution des prestations comme pendant la durée d'exécution des prestations, sont également définis au CCTP.

Les livrables sont transmis sur la plateforme Mezzoteam.

Le non-respect de cette disposition expose le titulaire à l'application des pénalités prévues par l'article 11.2 « Pénalités » du présent CCAP.

#### **9.5. Observations du titulaire sur un ordre de service**

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG – PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception, par le titulaire, de l'ordre de service. En tout état de cause, le titulaire doit exécuter les prestations demandées.

#### **9.6. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, la personne responsable du marché se réserve la possibilité d'arrêter, au terme de chacune des parties de mission définies au CCTP, l'exécution de ces prestations. Lorsque cette décision intervient sans faute du titulaire, celui-ci peut prétendre au paiement des prestations réalisées ainsi qu'au remboursement des dépenses utiles au marché, engagées et dûment justifiées, au titre des prestations non achevées.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

#### **9.7. Impartialité**

Le titulaire s'engage à faire connaître sans délai à l'Assemblée nationale toute situation de conflit d'intérêt dans laquelle lui-même ou l'un de ses intervenants pourrait se trouver dans le cadre de l'exécution du présent marché.

#### **9.8. Autorité à l'égard des entreprises intervenantes**

Le titulaire ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises, du maître d'œuvre, et n'aura pas à se substituer à ceux-ci.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire peut cependant librement informer les entreprises et le maître d'œuvre. Si le titulaire formule des observations, il les transmet au pouvoir adjudicateur, avec information aux intervenants concernés. Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **9.9. Utilisation des résultats et propriété intellectuelle**

L'Assemblée nationale dispose, dès la réception des livrables, de la propriété de l'intégralité des données (livrables, plans, programmes, études...) afférentes.

Par dérogation aux articles 33 à 35 du CCAG-PI, les modalités de cession des droits d'auteur détenus par le titulaire sur le livrable qu'il réalise en exécution du présent marché sont déterminées selon les modalités prévues ci-après.

Les droits d'auteur cédés à l'Assemblée nationale et énumérés ci-après seront destinés à être exploités à titre gratuit.

Le titulaire cède à l'Assemblée nationale à titre exclusif et pour la durée de la propriété intellectuelle d'après les lois françaises et étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, en tous pays et en toutes langues, les droits suivants :

- le droit de représenter tout ou partie du livrable et ses traductions, par tout procédé actuel ou futur de communication au public ;
- le droit de reproduire tout ou partie du livrable et ses traductions, sur tout support graphique et tout support d'enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique, tant actuel que futur ;
- le droit de traduire en toutes langues tout ou partie du livrable.

Le titulaire garantit à l'Assemblée nationale la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Le prix global et forfaitaire proposé par le titulaire dans l'acte d'engagement inclut la cession des droits patrimoniaux dans les conditions définies ci-dessus.

## **ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **10.1. Opérations de vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de livraison, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la date de remise de la prestation attendue.

Ces délais courent à compter de la date de remise de chacun des livrables au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, la présence du titulaire n'est pas nécessaire lors des opérations de vérification.

### **10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Conformément à l'article 29 du CCAG-PI, l'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## ARTICLE 11 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

### 11.1. Délais d'exécution

#### 11.1.1. Décompte des délais

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG- PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, il peut être prolongé jusqu'au premier jour ouvré suivant lorsque les circonstances le justifient.

#### 11.1.2. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont détaillés dans le CCTP.

### 11.2. Pénalités

#### ➤ Dépassement des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais contractuels pour l'exécution des différentes tâches, l'Assemblée nationale pourra appliquer, sur simple constat de ses services (DAIP) ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Pénalités	Montant de la pénalité
Dépassement des délais d'exécution ( <i>par jour calendaire de retard</i> )	200 €
Non remise d'un document ( <i>par jour calendaire de retard</i> )	100 €
Non remise dans les délais impartis des livrables prévus au CCTP ( <i>par jour calendaire de retard</i> )	300 €

#### ➤ Autres pénalités :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, l'Assemblée nationale pourra également appliquer les pénalités suivantes :

Absence non motivée aux réunions prévues ou absence de l'interlocuteur nommément désigné sans accord préalable (par exemple absence du responsable synthèse)	150 € par cas constaté
Manquement du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures <i>via</i> le portail de dématérialisation des factures.	150 € par cas constaté
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	1 000 € par cas constaté ou résiliation du marché pour faute

	et exécution aux frais et risques du titulaire
Manquement à la protection des données à caractère personnel. Manquement au process de transfert sécurisé des fichiers volumineux	500 € par jour calendaire jusqu'à régularisation
Non déclaration d'un sous-traitant	1 000 € par cas constaté
Non-remplacement d'un personnel nominativement désigné après le délai de 10 jours mentionné à l'article 3.1.5 du CCAP	300 € par jour de retard

### ➤ Modalités d'application des pénalités

L'ensemble des pénalités mentionnées à l'article 11.2 du présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 et 14.2 du CCAG-PI :

- Les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché.

Lorsque l'Assemblée nationale envisage d'appliquer les pénalités, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations. Ce courrier précise le ou les retards ou manquements concernés, le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. Ce délai ne peut être inférieur à deux jours ouvrés. À défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti, le maître d'ouvrage applique les pénalités. Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement ne lui est pas imputable, les pénalités s'appliquent. Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

## **ARTICLE 12 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

## **ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également par tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

### **13.1. Obligation de confidentialité**

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

### **13.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques**

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de quatre (4) jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires.

### **13.3. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe « RGPD » du présent document.

### **13.4. Transferts et sécurité des données**

En accord avec les préconisations du RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information) de l'Assemblée nationale, nous rappelons la nécessité d'être extrêmement

vigilants quant au stockage et à la diffusion des plans et maquettes numériques liées à l'opération.

Il est strictement interdit d'avoir notamment recours à des solutions en cloud ou bien de faire usage de plate-forme en ligne non-sécurisée de transfert de fichiers. Interdiction de transférer des fichiers via des canaux non sécurisés, en particulier les sites tels que *wetransfer*, *grosfichier*, *etc.*

Pour transférer des fichiers volumineux autrement que par la plateforme Mezzoteam, utiliser le site <https://zendto.assemblee-nationale.fr/>

## **ARTICLE 14 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE**

---

### **14.1. Résiliation**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 36 et suivants du CCAG-PI.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'incapacité à présenter une équipe structurée et de compétence équivalente à celle mentionnée dans le cadre de réponse technique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-PI.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

### **14.2. Litiges**

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

### **14.3. Langue**

Les documents relatifs au présent marché sont rédigés en Français.

## **ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Le présent document déroge aux articles suivants du CCAG PI.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG PI ;
- Les article 3.1.5 et 3.1.6 dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG PI ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 9 du CCAG PI ;
- L'article 9.1.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG PI ;
- L'article 9.5 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG PI ;
- L'article 9.9 déroge aux articles 33 à 35 du CCAG PI ;
- L'article 10.1 déroge aux article 28.2 et 28.5 du CCAG PI ;
- L'article 11.1.1 déroge à l'article 3.2.4 du CCAG-PI ;
- L'article 11.2 relatif déroge aux articles 14, 14.1.1 à 14.1.3 et 14.2 CCAG PI

## ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'annexe fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.